

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES,
le 10/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERIVEL

CITD ECOSITE de Vert-le-Grand
91810 Vert-le-Grand

Références : D2023- **0735**
Code AIOT : 0006505082

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2023 dans l'établissement SERIVEL implanté CITD ECOSITE de Vert le Grand LE CIMETIERE AUX CHEVAUX 91810 Vert-le-Grand. L'inspection a été annoncée le 15/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERIVEL
- CITD ECOSITE de Vert le Grand LE CIMETIERE AUX CHEVAUX 91810 Vert-le-Grand
- Code AIOT : 0006505082
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SERIVEL est une installation de traitement des déchets ménagers avec un incinérateur de déchets

non dangereux (241 000 tonnes par an) et deux lignes de tri des déchets issus de la collecte sélective des ménages.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à la non-conformité relevée dans le rapport du 12/07/2022
- Prévention de la pollution atmosphérique ;
- Prévention des risques ;
- Points divers.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prévention du risque incendie 1/2	Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article art 10 de l'annexe VI	Lettre de suite préfectorale	4 mois
2	Prévention du risque incendie 2/2	Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article Annexe VI	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 2, 2.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Contrôle périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article Art 2 Annexe VI	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article section III	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Mesures de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 3	Sans objet
5	Points divers	Autre du 12/07/2022	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection maintient la non-conformité identifiée depuis 2021 concernant le débit simultané à atteindre en sortie des poteaux incendie. À noter que la mise en conformité est en cours et doit être achevée en 2023.

De plus l'inspection relève des non-conformités sur le thème de la prévention de la pollution de l'air et le bon entretien des installations électriques.

Enfin, l'exploitant doit justifier que les équipements de protection contre la foudre installés sur le site répondent aux besoins identifiés dans l'étude technique foudre de Mai 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention du risque incendie 1/2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article art 10 de l'annexe VI
Thème(s) : Risques accidentels, .
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/09/2022
Prescription contrôlée : <p>La défense extérieure contre l'incendie doit être assurée par trois poteaux conformes à la norme française S 61 213 raccordés directement sur la canalisation devant assurer un débit simultané de 2000l/mn sous une pression dynamique minimale de 1 bar.</p>
Constats : Lors de l'inspection du 16/11/2021, l'exploitant a déclaré avoir pour projet "l'installation d'une réserve d'eau pour l'extinction automatique des GTA. La réserve de 320m3 est conservée, elle servira pour sur-presser le réseau d'eau alimentant les poteaux incendie du site."
<p>Par courriel du 17/06/2022, l'exploitant transmet la vérification annuelle des poteaux incendie par la société SPP en date du 01/07/21.</p> <p>Le débit de 120 m³/h (=2000l/mn) est atteint avec certains poteaux incendie et pas d'autres, par exemple le débit est atteint avec les poteaux 520 et 522 mais pas avec les 521 ni 520 et 521.</p> <p>Le débit de 120 m³/h à 1 bar est aussi atteint avec trois poteaux mais avec des différences importantes de débit entre les trois poteaux.</p> <p>Le débit de 240 m³/h à 1 bar fixé par l'étude de dangers actualisée en 2020 n'est pas atteint.</p>
<p>Lors de l'inspection du 21/06/2022, l'exploitant déclare que la priorité est la mise en service d'une réserve d'eau d'ici la fin d'année. L'exploitant prévoit de surpresser une partie du réseau des poteaux incendie à l'aide de la cuve de 320m3 d'ici la fin du 1er semestre 2023.</p>
<p>Lors de l'inspection du 29/03/2023, l'inspection constate que la cuve de 1680 m3 alimentant le réseau de sprinklage, notamment au niveau des GTA et au plus proche des machines de tri est mise en service.</p> <p>L'exploitant a présenté des plans des réseaux d'eau qu'il va créer pour alimenter certains poteaux incendie avec la cuve de 320 m3.</p> <p>La fin des travaux est prévue pour la fin de l'année 2023.</p>
Ce point n'est pas soldé. Toutefois, l'inspection note l'avancée des projets de défense incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Prévention du risque incendie 2/2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article Annexe VI
--

Thème(s) : Risques accidentels, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Annexe VI « prévention des risques » de l'arrêté préfectoral n°96.4071 du 20/09/1996 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • article 7 : éclairage de sécurité <ul style="list-style-type: none"> • article 8 : moyens de lutte contre l'incendie et vérification périodique • article 9 : robinets d'incendie armés • article 11 : exutoires à fumées • article 13 : dispositifs d'extinction de type rideau d'eau • article 14 : consignes et plans d'évacuation • article 15 : équipe de première intervention <p>Arrêté préfectoral complémentaire n°2012.PREF.DRECL.BEPAFI/SSPILL/241 du 16/04/2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • article 2 : moyen de lutte contre l'incendie • article 4 : bassin de stockage de 1 200 m³
<p>Constats :</p> <p><u>Contrôle des éclairages de sécurité</u></p> <p>Le dernier contrôle des blocs secours a eu lieu le 30 janvier 2023. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté de défaut d'éclairage de sécurité.</p> <p><u>Moyens de lutte contre l'incendie</u></p> <p>L'exploitant met en oeuvre un réseau d'extinction automatique de type sprinkler au-dessus et à l'intérieur des deux lignes de tri et au niveau des GTA. Il s'agit d'un sprinkler de type FM. La source d'eau a un volume de 1680m³. Le réseau sur la ligne 1 est en air et sur la ligne 2 en eau. L'exploitant transmet les fiches d'intervention relatives aux contrôles périodiques (annuelle, trimestrielles et mensuelles) de l'installation en 2022. L'installation est contrôlée par la société AAI.</p> <p>Le test hebdomadaire des groupes motopompes est aussi effectué par le prestataire et au moins pour toute l'année 2023. L'exploitant envisage d'effectuer en interne ces contrôles hebdomadaires à partir de 2024.</p> <p>L'inspection a consulté les rapports hebdomadaires du 01er, 08, 15 et 22 mars 2023.</p> <p>L'exploitant dispose aussi :</p> <ul style="list-style-type: none"> * de déluge sur les trémies, * de rideaux d'eau sur la zone de déversement et les chemins de câbles, * de canons à eau asservis à la détection incendie par caméra thermique au-dessus de la fosse, sur le quai OM et au-dessus de la zone de transit des OM. Les canons sont utilisables localement et pilotables. <p>Ils ont été vérifiés en mars 2023.</p> <p>La détection incendie est assurée par le système d'extinction automatique et des caméras thermiques principalement dans la zone UIOM et aussi au-dessus de la fosse alimentant en déchets la ligne de tri CS2.</p> <p>Par sondage, au niveau des lignes de tri CS1, CS2 et de la zone extérieure de stockage des balles de déchets, l'inspection constate que les RIA et extincteurs ont été vérifiés il y a moins d'un an.</p> <p><u>Rétention des eaux d'incendie</u></p> <p>L'inspection constate l'absence de vanne d'isolement au niveau de la zone extérieure de stockage</p>

de balles.

Par ailleurs, l'exploitant doit s'assurer qu'il dispose d'un volume de rétention suffisant suite à la forte augmentation du volume de la source en eau du système de sprinklage.

Contrôle des exutoires de fumées

Le procès-verbal d'intervention de la société ESSEMES du 22/04/2022 suite au contrôle du système de désenfumage met en évidence plusieurs fuites sur le réseau CO2 sur toiture Incinération/Four/Fosse.

L'exploitant fournit des devis de Mai 2022 puis février 2023 pour corriger ces écarts. Le bon de commande associé n'a pas été transmis à l'exploitant.

Consignes et plans d'évacuation

L'inspection constate la présence de consignes et de plans d'évacuation dans l'ensemble du site.

Formation de l'équipe de première intervention

L'inspection constate que 20 membres du personnel ont été formés à la première intervention en 2021.

En 2020, l'inspection constatait qu'aucun membre du personnel du service Tri Exploitation n'était formé à la première intervention en cas d'incendie.

Les personnels formés sont répartis dans les différents services Incinération et Tri.

Exercice d'évacuation incendie

L'exploitant déclare qu'un test grandeur nature inopiné a eu lieu en 2022 suite à un déclenchement intempestif au cours de travaux sur le SSI.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 2, 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Articles 2 et 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2004.PREF.DAI/3/Ben°0119 du 04/08/2004</p> <p>Articles 3, 4, 5 et 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2011.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/400 du 31/08/2011 du 31/08/2011</p> <p>Article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2020-PREF/DCPPAT/BUPPE/072 du 27/04/2020</p> <p>Articles 10 et 18 de l'arrêté ministériel du 20/09/02 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux</p>
<p>Constats : L'inspection constate sur l'année 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> * L'exploitant réalise l'autosurveillance de ses émissions atmosphériques et fait réaliser par un laboratoire extérieur des analyses semestrielles. À noter en 2022, l'une des deux analyses semestrielles a été faite de manière inopinée à la demande de l'inspection des installations classées. - Mesures semestrielles du 07 au 09 mars 2022 par le laboratoire mandaté par l'exploitant; - Mesures semestrielles du 25 au 26 octobre 2022 lors du contrôle inopiné. <p>Les rapports ne mentionnent aucun dépassement par rapport aux VLE fixées par l'arrêté préfectoral du 27/04/2020.</p> <ul style="list-style-type: none"> * l'autosurveillance en continu indique que les durées de dépassement des valeurs limites semi-horaires sont inférieures à la valeur limite de 60 heures pour chaque four (12h30 pour le four 1, 06 h pour le four 2). * Aucun dépassement des valeurs limites journalières s'est produit au niveau des deux fours. * Aucun dépassement de plus de 4 heures consécutives a été relevé en 2022. * Deux dépassements semi-horaires en COT le 25/08/22 ligne 2 (21,33 mg/Nm3) et le 18/11/22 Ligne 1 (43,25 mg/Nm3) <p>Article 10 de l'arrêté ministériel du 20/09/2022 : « les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. »</p> <ul style="list-style-type: none"> * Les résultats de l'autosurveillance en continu sont transmis à l'inspection mensuellement. Par sondage, l'inspection vérifie la cohérence des valeurs moyennes journalières transmises mensuellement. <p>Le 22/05/2022, sur la ligne 1, deux dépassements semi-horaires en NOx de 06h à 07h puis arrêt du four toute la journée.</p> <p>La moyenne des 14 mesures semi-horaires sur le paramètre NOx fournit une moyenne journalière à 60,21 mg/Nm3. Or, la moyenne journalière affichée est 31,07 mg/Nm3. Cela correspond à la moyenne de 12 mesures semi-horaires sans les mesures semi-horaires en dépassement.</p>

L'exploitant doit expliquer la raison de la valeur moyenne journalière affichée le 22/05/22 sur la ligne 1.

* l'exploitant réalise l'autosurveillance en semi-continu des dioxines et furanes. Toutes les valeurs mesurées sont inférieures à la valeur limite sur la période du 22/12/21 au 22/12/22, à l'exception de la période du 08 juin au 06 juillet 2022 pour la ligne 1.

Suite au dépassement mentionné ci-dessus, l'exploitant a procédé le 01er août 2022 à une contre-mesure sur 6 heures mesurant une concentration inférieure au seuil de 0,1 ng/Nm3.

Par courriel du 10/08/2022, l'exploitant justifie le dépassement ainsi :

"Le 23/06/2022 la société SERIVEL était en phase de redémarrage de la ligne 1 d'incinération après arrêt technique. Lors de la mise en chauffe de la ligne notre chef de quart a mis en route par erreur le nouveau système d'analyseurs ENVEA qui a lui même déclenché automatiquement la mise en service de l'AMESA. Cette mise en route des analyseurs et donc de l'AMESA pendant la phase de chauffe du four peut expliquer l'écart constaté en suivant sur l'analyse de la cartouche AMESA car lors de la phase de chauffe du four les brûleurs consomment une quantité importante de GNR et la combustion a pu être éventuellement source d'émissions de dioxines/furanes."

Toutefois, le GNR ne contient pas de substances bromées susceptibles de produire des dioxines bromées.

Lors de l'inspection du 29 mars 2023, l'exploitant évoque une nouvelle explication qu'il doit détailler.

Par ailleurs, au cours de l'inspection, il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre dès le redémarrage de juin 2023 (après l'arrêt technique) la prescription de l'article 2.2.5 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, à savoir :

Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

Cela correspond à une mesure semestrielle enrichie des nouveaux paramètres identifiés dans ce même arrêté, à savoir PBDD/PBDF, PCB de type dioxines, Benzo(a)pyrène.

* l'indisponibilité de mesure en semi-continu est inférieure à 15 %, (4,6 % pour la ligne 1 et 7,3 % sur la ligne L2)

* par sondage de l'inspection, le délai maximal de 28 jours pour le remplacement des cartouches de mesure est respecté et les résultats de cette surveillance sont transmis régulièrement à l'inspection.

* l'exploitant a fait procéder au test du QAL2 en août 2022 pour ces analyseurs titulaire et redondant sur les deux lignes. Au terme de la vérification de la courbe d'étalonnage et du test de variabilité, le rapport conclut au bon fonctionnement des équipements.

* indisponibilité des instruments de mesure.

L'exploitant a mis en œuvre depuis juin 2022 un compteur d'indisponibilité Multi-gaz (HF, HCL, COT, NH3, NOX, SO2, CO) et pour les poussières.

En fin d'année 2022, ligne 1, aucune indisponibilité des instruments de mesure ; ligne 2 0h50 d'indisponibilité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Mesures de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit assurer une surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement au minimum sur les métaux et les dioxines, furanes. Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposée être le plus important.</p> <p>Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étranger, choisis par l'exploitant.</p> <p>Pour les dioxines, furanes, le programme de surveillance tient compte de la présence éventuelles d'élevages de vaches laitières dans un rayon de 5km autour de l'installation et des conditions météorologiques locales (vitesse et direction des vents et pluviométrie en fonction des saisons, topographie, etc.) En cas d'impossibilité, l'exploitant propose une méthode équivalente (analyse de viandes, de légumes ou par jauges Owen).</p> <p>Le contenu de ce programme comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- un programme d'étude de la qualité de l'air à partir de relevés de flores lichéniques;- un programme annuel de prélèvement et de dosage de dioxines/furanes et de métaux lourds dans les lichens prélevés en des points choisis partir des données des études de dispersion des rejets et de flores;- une analyse annuelle du taux de dioxines/furanes et de métaux lourds sur des cultures (choux, salade...) <p>Les emplacements retenus pour les prélèvements devront être situés majoritairement dans les zones d'influence maximale des retombées atmosphériques. Des emplacements complémentaires devront être également retenus en dehors de ces zones pour servir de points de référence.</p> <p>Les analyses en métaux porteront a minima sur les métaux les plus toxiques suivants : Pb, Cd, Hg, As, Ni, Cr.</p> <p>Les résultats du programme de surveillance sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées, accompagnés de tous les commentaires nécessaires afin de pouvoir juger de l'impact effectif des rejets atmosphériques sur l'environnement, ceci au regard des normes, recommandations, ..., applicables ou en vigueur puis sont repris dans le rapport annuel d'activité visé à l'article 9.1 du présent arrêté et sont communiqués à la Commission Locale d'Information et de Surveillance.</p> <p>Constats : Par courriel du 27 mars 2023, l'exploitant transmet :</p> <p>* Le rapport 22-RA-07-MF-10 de juillet 2022 de surveillance de l'impact environnemental au voisinage du CITD de VLG réalisé par Biomonitor,</p> <p>Ce rapport conclut : « Ainsi la campagne de légumes menée au printemps 2022 ne met pas en évidence de phénomène de dépôts significatifs en dioxines/furanes et en métaux sur les légumes cultivés au niveau des trois stations de mesure. Cependant, afin de statuer sur le caractère ponctuel ou récurrent des concentrations anormalement marquées de la seconde campagne 2022, BioMonitor conseille à SERIVEL de réitérer une campagne de mesure à la période automnale. »</p>

* Le rapport 23-RA-01-MF-03 de Biomonitor de février 2023 de surveillance de l'impact environnemental au voisinage du CITD de VLG,

Ce rapport conclut : "Ainsi les campagnes de légumes menées au printemps et à l'automne 2022 ne mettent pas en évidence de phénomène de dépôts significatifs en dioxines/furannes et en métaux sur les légumes cultivés au niveau des trois stations de mesure. Cependant, afin de statuer sur la potentielle corrélation entre les teneurs en plomb mesurées dans les choux et les taux d'exposition des stations aux vents en provenance du CITD, d'autres campagnes de mesure s'avèrent nécessaires pour confirmer les résultats obtenus."

* le rapport de mesure des retombées atmosphériques par la méthode des jauges Owen, campagne du 11/03 au 12/04/2022, du laboratoire SGS France.

Cette étude de la surveillance de retombées atmosphériques en dioxines/furanes et en métaux lourds, réalisée du 11 mars 2022 au 12 avril 2022 autour de l'Ecosite de Vert-le-Grand (91) fait apparaître des niveaux de retombées conformes aux valeurs de référence existantes, pour toutes les zones contrôlées.

L'ensemble des zones de mesure des concentrations en métaux et dioxines / furanes montre un impact non significatif de l'Ecosite sur l'environnement de proximité.

* le rapport de surveillance annuelle des dioxines/furanes et éléments traces métalliques dans les lichens de la société AairLichens de novembre 2022.

Pour rappel, la surveillance autour du CITD a évolué en 2021 en fonction des préconisations de l'étude de dispersion du bureau d'études ARIA de 2020. Des mesures de dioxines/furanes et d'éléments traces métalliques dans les lichens ont été réalisées sur 8 « nouveaux » emplacements et 1 témoin, plus proches du site.

Le rapport conclut que la biosurveillance annuelle suit un programme de suivi environnemental basé sur des dosages des éléments traces métalliques et des dioxines/furanes dans les lichens. Les résultats montrent des significativités que ce soit en PCDD/F ou ETM. L'ambiance générale en PCDD/F a augmenté malgré une décroissance sur les deux points les plus impactés l'année dernière, à savoir sur le site et dans son voisinage immédiat où les valeurs sont à surveiller. Aucune valeur d'alerte n'est franchie. Pour mémoire, le seuil d'alerte correspond à celui en cas d'agriculture ou d'élevage laitier.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Points divers

Référence réglementaire : Autre du 12/07/2022

Thème(s) : Autre, Rapport d'inspection du 12/07/2022

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

1. Zone de stationnement des véhicules contenant des déchets radioactifs

2. Actualisation des Garanties Financières

Constats :

1. Par courriel du 27 mars 2023, l'exploitant transmet la version V4 de la procédure C-VEL-Détection de véhicule radioactif du 24/03/2023. La procédure ne contient plus les formulaires F-

VEL-suivi vhl radioactif et F-VEL-liste des sources isolées stockées.

L'emplacement du stationnement des BOM contenant des sources radioactives est revenu au fond de la zone Station

Conformément à ce que l'exploitant prévoyait, l'inspection constate le jour de l'inspection que l'emplacement du stationnement des BOM contenant des sources radioactives est revenu au fond de la zone Station de traitement des eaux. (Dans le cadre des travaux de construction de la nouvelle cuve associée à l'extension du réseau de sprinklage, la zone d'isolement avait été déplacée sur une partie du quai de déchargement.)

A noter, du fait de la présence de la nouvelle cuve, la zone pour stocker les BOM concernées a diminué. Cela peut engendrer des difficultés à l'exploitant s'il doit en stocker plusieurs en même temps.

2. L'acte de cautionnement solidaire de la société QBE garantissant la mise en sécurité du site SERIVEL pour un montant de 1 234 324 euros en date du 20 juillet 2022 et valable jusqu'au 30 juin 2023 a bien été transmis à l'inspection des installations classées.

Par courriel du 07 juillet 2023, l'exploitant transmet l'acte de cautionnement solidaire valable du 01/07/2023 au 30/06/2026.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôle périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article Art 2 Annexe VI
Thème(s) : Risques accidentels, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Annexe VI « prévention des risques » de l'arrêté préfectoral n°96.4071 du 20/09/1996 : • article 2 : contrôle périodique des installations électriques
Constats : Par courriel du 27 mars 2023, l'exploitant transmet : * Les compte-rendu de vérification périodiques Q18 2022 pour le bâtiment social et les extérieurs, les bâtiments Mâchefer/tri/traitement des eaux et le bâtiment four. Les documents mettent en évidence des dangers déjà signalés. * le suivi de l'exploitant des non-conformités électriques "Suivi réserves VGP élec" L'exploitant hiérarchise les observations relevées en 3 niveaux de priorité. Le document montre que celles cotées 1 et 2 sont traitées mais 94 observations de priorité 3 perdurent. * le rapport Thermographie des équipements électriques du 02 décembre 2022 réalisé par la société DYNAE. Le Q19 associé met en évidence 5 anomalies (1 de priorité 1 - à traiter rapidement- et 4 de priorité 2) * les fiches actions pour justifier la correction des 5 anomalies en janvier et février 2023. Lors de l'inspection du 11 juin 2020, l'inspection constatait que les Q18 concluaient tous à l'absence de risques d'incendie et d'explosion. Or, les Q18 effectués en 2022 concluent pour deux d'entre eux que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion avec des dangers déjà identifiés en 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 18 à 21 section III
Thème(s) : Risques accidentels, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art 18 Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre

2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.

Art19

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

Art 20

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Art 21

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles

ils ont été conçus.

Art 22

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Constats :

Par courriel du 30 mars 2023, l'exploitant transmet :

* L'Analyse du Risque Foudre (ARF) de la société TelComTec en date d'août 2021. Il s'agit d'une révision générale de l'ARF suite à l'installation de la nouvelle ligne de tri. Elle conclut qu'en terme de protection contre le risque foudre, les besoins sont les suivants :

- L'utilisation d'un SPF de niveau I pour l'ensemble du bâtiment principal,
- La protection contre les effets indirects de niveau I des équipements importants pour la sécurité (EIPS) sensibles aux surtensions installés (ou rattachés) dans le bâtiment principal,
- La protection contre les effets indirects de niveau IV des EIPS sensibles aux surtensions des autres bâtiments.

* L'Étude Technique Foudre (ETF) de la société TelComTec en date de mai 2022.

Celle-ci conclut au maintien des dispositifs de protection déjà en place et le besoin de mettre en place des parafoudres courant faible sur les paires téléphoniques externes raccordées sur la centrale téléphonique Alcatel et la mise en place d'un parafoudre coordonné de type 3 sur l'alimentation de la centrale incendie du bâtiment réseau chaleur urbain.

* Le rapport de vérification périodique complète des installations de protection contre la foudre du 21/10/21 réalisé par la société TelComTec

* Le rapport de vérification périodique simplifiée des installations de protection contre la foudre du 28/09/2022 réalisé par la société TelComTec. A noter, celui-ci mentionne une ETF en cours de mise à jour alors que celle-ci est intervenue en mai 2022.

Les rapports de vérification mentionnent des recommandations. A noter, celles identifiées en 2021 sont encore relevées en 2022, notamment l'absence de parafoudre pour protéger la centrale incendie.

En conclusion, l'exploitant doit justifier que :

- * les conclusions de l'ETF ont été prises en compte,
- * les travaux associés ont été effectués et vérifiés par une entreprise différente de celle qui a fait les travaux;
- * les recommandations des rapports 2021 et 2022 ont été prises en compte.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

